

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Glisy, le 24/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALNOR SA

18/20 rue Henri Rivière Immeuble Le Trident BP 91013
76171 Rouen Cedex1
76000 Rouen

Références : 2024-E20100
Code AIOT : 0005102481

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement VALNOR SA implanté Lieu-dit La Forêt 80500 Rollot. L'inspection a été annoncée le 02/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALNOR SA
- Lieu-dit La Forêt 80500 Rollot
- Code AIOT : 0005102481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société anonyme (SA) VALNOR filiale de VEOLIA PROPRETÉ exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) en post-exploitation encadrée réglementairement notamment par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2008 (post-exploitation ISDND).

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, et ainsi à la déclaration des résultats d'analyse des concentrations en substances per- et polyfluoroalkylées sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement tel que mentionné à l'article 3 dudit arrêté. L'exploitant n'a pas transmis les déclarations de ses résultats d'analyse en dépit de la relance de l'inspection des installations classées par courrier daté du 28 février 2024. Pour rappel, ces résultats d'analyses étaient exigibles depuis le 31 décembre 2023. **Dans un délai de 1 mois à réception du présent rapport de visite d'inspection, l'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection des installations classées les résultats commentés de ces campagnes d'analyse conformément au III de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 2	Sans objet
2	Gestion des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 3	Sans objet
3	Conditions de rejet des effluents	AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 4	Sans objet
4	Conditions de rejet des effluents	AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 5	Sans objet
5	Surveillance des équipements	AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des constats de la visite d'inspection et des pièces justificatives transmises par l'exploitant, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 décembre 2022. Un projet d'arrêté préfectoral d'abrogation de cet arrêté préfectoral de mise en demeure est joint.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'article 7 relatif "aux eaux pluviales" de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 de prescriptions d'entretien et de suivi de la post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux.
Constats : L'exploitant a repris le bassin afin qu'il soit étanche et ne dispose plus de surverse. Il a été constaté un bassin étanche ne contenant pas d'eaux pluviales. Un point bas a été mis en place ainsi qu'une pompe de relevage afin de transférer l'excédent des eaux pluviales vers le fossé périphérique. L'exploitant respecte cette prescription. Dans les pièces fournies par l'exploitant en janvier 2024, il précise que le bassin doit garantir une réserve en eau de 120 m3. L'inspection des installations classées conclut qu'il s'agit des moyens en eau pour l'extinction d'un incendie. L'exploitant s'assurera de la disponibilité de 120 m3 de réserve en eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Modification de la gestion des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, si l'exploitant souhaite modifier l'article 7 relatif aux "eaux pluviales" de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 de prescriptions d'entretien et de suivi de la post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux, il est tenu de transmettre un porter-à-connaissance au Préfet conformément au R181-46 du Code de l'environnement. le cas échéant, cette demande de modification devra garantir de préserver les intérêts mentionnées au L511-1 du Code de l'environnement en apportant une équivalence.
Constats : L'exploitant n'a pas souhaité solliciter cette demande de modification.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions de rejet des effluents

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses des effluents avant rejet au milieu naturel
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent

arrêté l'article 9.1, relatif aux analyses des effluents avant rejet au milieu naturel, et plus particulièrement à la fréquence des analyses pour les eaux de ruissellement, de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 de prescriptions d'entretien et de suivi de la post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux.

Constats :

L'exploitant a transmis les analyses des eaux pluviales réalisées le 1er mars 2023 réalisé par le laboratoire EUROFINS. Les résultats sont conformes. L'exploitant a transmis les analyses des eaux pluviales le 6 novembre 2023 par le préleveur OTECH pour le laboratoire EUROFINS. Le paramètre hydrocarbures totaux est manquant. Les autres paramètres sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions de rejet des effluents

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Modification des conditions de rejet des effluents

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, si l'exploitant souhaite modifier l'article 9.1, relatif aux analyses des effluents avant rejet au milieu naturel, et plus particulièrement à la fréquence des analyses pour les eaux de ruissellement, il peut solliciter une modification conformément au R181-46 du Code de l'environnement en transmettant un porter-à-connaissance au Préfet. Le cas échéant, cette demande de modification devra garantir de préserver les intérêts mentionnés au L511-1 du Code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant n'a pas souhaité solliciter cette demande de modification.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des équipements

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de suivi

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté l'article 29, relatif au programme de suivi, de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2008 de prescriptions d'entretien et de suivi de la post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux.

Constats :

Les fréquences pour les analyses des eaux pluviales, des eaux souterraines (4 piézomètres), de la qualité des lixiviats bruts, du biogaz brut, de suivi des gaz de combustion en sortie de torchère sont respectées.

L'exploitant a fourni le contrôle topographique du site avec le maintien des profils de

ruissellement (2022).

L'exploitant a justifié de l'entretien du site :

- fossés, couverture végétale, clôtures, écran végétal : fauchage/broyage une à deux campagnes par an par entreprise locale de travaux agricoles, désherbage notamment en dessous des collecteurs du réseau biogaz,

- visite hebdomadaire des installations : le responsable d'exploitation réalise un contrôle visuel de l'état du réseau (eaux pluviales, bassins).

L'exploitant a fourni le bilan hydrique.

L'exploitant a justifié de l'envoi par courriers aux membres de la Commission de Suivi de Site (CSS) à savoir le Préfet, l'Agence Régionale de Santé, la commune de Rollot, la commune de Courcelles-Epayelles, la commune de Mortemer, l'association Picardie Nature et le Conseil départemental de la Somme.

Type de suites proposées : Sans suite